



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de  
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°41 – 24 novembre 2010

**Il est indispensable de tirer le bilan de la lourde défaite subie par les travailleurs et les jeunes sur la contre-réforme des retraites pour répondre à la question :**

## **Comment mettre un coup d'arrêt à l'avalanche des projets réactionnaires du gouvernement Sarkozy-Fillon-Juppé ?**

En adoptant définitivement la contre-réforme des retraites le 27 octobre, l'Assemblée nationale a scellé de manière définitive la victoire du gouvernement Sarkozy-Fillon, la défaite et des travailleurs et des jeunes. Cette défaite, c'est d'abord l'aggravation des conditions d'obtention de la retraite (2 ans de plus pour accéder à l'âge légal, 2 ans de plus aussi pour ne pas subir de décote), la mise en chantier d'une Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat mise en chantier. Et aussi, la voie ouverte à la retraite par points.

L'enjeu était décisif pour la bourgeoisie. Tout montre que se profilent de nouveaux développements de la crise du capitalisme d'une ampleur inégalée. La guerre économique entre les puissances impérialistes s'exacerbe. L'impérialisme US, en agissant pour faire baisser le dollar, tente par tous les moyens de faire porter le plus lourd fardeau à l'Europe. En Europe même, malgré la brutalité inouïe des attaques contre les masses (baisse massive des salaires des fonctionnaires, suppressions massives de postes, attaques contre les retraites, privatisations), la Grèce, le Portugal, l'Irlande, après avoir versé des milliards aux banques pour les renflouer, sont au bord de la banqueroute. Sous l'égide de l'UE, de la BCE,

du FMI, de nouveaux plans d'attaques contre les masses sont en préparation. C'est Van Rompuy, président de la commission européenne, qui le dit - avant de le démentir, effrayé par ses propres propos - : « *Nous sommes dans une crise de survie* ». L'insolvabilité d'un seul des pays de la zone euro serait un cataclysme pour toute l'Europe du fait, en particulier, de l'exposition des banques à la dette de ces pays. La situation de la France n'est guère meilleure. La dette va vers les 80% du PIB et les déficits frisent les 8%. Le secrétaire général de l'UMP d'alors, Xavier Bertrand, l'avait dit dès mars : « *Si nous ne voulons pas devenir la Grèce, il faut réussir la réforme des retraites* ». L'enjeu était politique. Sarkozy-Fillon devaient faire la preuve auprès « des marchés » de leur aptitude à mater le prolétariat. C'était le verrou à faire sauter pour engager une offensive généralisée sur tous les terrains (Sécurité sociale, Code du Travail, Enseignement).

Cette victoire le permet, et c'est la fonction du gouvernement Sarkozy-Fillon II. Pour le prolétariat, la nécessité d'y faire face impose de tirer clairement les leçons de ce qui vient de se passer.

### **De « l'agenda social » du 15 février à l'adoption de la loi à l'Assemblée nationale le 15 septembre : 7 mois de concertation ininterrompue**

Le 15 février 2010, Sarkozy-Fillon rencontraient les dirigeants syndicaux pour élaborer « l'agenda social ». A l'issue du « sommet social », Sarkozy peut déclarer : « *Nous avons pu élaborer une méthode de discussion et un calendrier pour les mois à venir... Les réformes vont continuer parce que la France en a besoin* ».

Mais avant même le 15 février, les dirigeants syndicaux avaient préparé le terrain. Par leur participation au Conseil d'orientation des retraites, à ses « travaux », ses rapports, qu'ils ont approuvés unanimement, ils ont cherché à légitimer les contre-réformes, en pronostiquant une situation catastrophique pour les caisses de retraites ...dans 40 ans – 40 ans sans crise majeure, ni crise tout court pour le capitalisme français !. Le quotidien *Le Monde* (14/4) ne s'est-il pas permis de titrer : « *Sans réforme, il faudrait 2600 milliards d'euros pour sauver les retraites en 2050* » et d'expliquer : « *Par quelque bout qu'on les prenne, les chiffres donnent le vertige. La récession a avancé de 20 ans les échéances...* »

En martelant de manière continue depuis des mois : « Il faut une réforme », les dirigeants syndicaux ont réussi à interdire aux travailleurs de centraliser le combat contre le gouvernement sur le mot d'ordre : « retrait de la contre-réforme Sarkozy-Fillon ».

La concertation commence officiellement avec les directions syndicales le 12 avril.

Le 16 mai, le gouvernement par l'entremise de Woerth publie son « document d'orientation ».

Tout y est : l'augmentation des annuités, le passage de l'âge légal à 62 ans notamment. Qu'à cela ne tienne ! Les dirigeants syndicaux s'inscrivent tous (CGT, FO, FSU pour ne rien dire de la CFDT) dans les quatre groupes de travail qui ne visent à rien d'autre qu'à détailler point par point la mise en œuvre des différents éléments du « document d'orientation ».

Dans le même temps, l'Intersyndicale bannit le mot d'ordre de retrait du projet de réforme du gouvernement. Et pour cause : le congrès de la CFDT se prononce pour l'augmentation des annuités nécessaires et pour le « rapprochement public – privé », c'est-à-dire la liquidation du code des pensions de la Fonction publique. Quant à Thibault, il est cité dans une note de l'appareil CGT aux fédérations datée du 2 juillet : « *Il (Bernard Thibault) a insisté sur le caractère stratégique de cette question. En demandant le retrait, on s'interdirait d'apprécier les premiers résultats de la mobilisation.* » Chaque travailleur peut juger aujourd'hui de ces « premiers résultats » !

Ainsi, l' « Intersyndicale » est dressée contre le véritable front unique des organisations ouvrières contre le gouvernement ; elle incarne la soumission totale des dirigeants syndicaux au patronat et au gouvernement, via la CFDT qui en est l'émissaire direct.

Soumission unanime alors qu'éclate l'affaire Woerth/Bettancourt/Sarkozy : trafic d'influence, enveloppes en liquide à destination de l'UMP, camouflage au sommet de l'Etat de la fraude fiscale massive des Bettencourt : la pourriture du gouvernement, ses liens étroits avec le capital financier exhalent leur odeur nauséabonde. Pas de quoi inspirer la moindre répulsion au nez des appareils syndicaux qui n'en disent mot si ce n'est pour regretter la « moindre disponibilité » de Woerth pour conduire la réforme. Ainsi l'appareil FO, par la bouche de Devy : « *Nous n'avons rien à reprocher au ministre* » cité par *Le Monde* (13/06). Ce qui

donne le contenu exact de la manifestation FO du 15 juin : le contenu du mot d'ordre de « retrait de la réforme » est ainsi précisé : « *lorsque le plat confectionné par le cuisinier est mauvais, il doit en faire un autre* ». Donc l'appareil FO se prononce en réalité pour une autre réforme Sarkozy-Fillon que la direction FO se déclare d'ores et déjà prête à négocier. Pas touche au gouvernement !

On comprend l'« *hommage* » rendu à nouveau par Sarkozy aux dirigeants syndicaux lors de son intervention télévisée (le nième hommage, doit-on préciser) du 16 novembre : « *Il n'y a pas eu de débordements.... Hommage soit rendu aux forces syndicales dans notre pays, nous avons fait cette réforme sans violence ... Les syndicats ont été responsables... E. Woerth a eu 56 réunions avec les organisations syndicales...* »

---

### **Le 15 septembre, les dirigeants syndicaux unanimes décident de laisser les députés UMP voter la contre-réforme en les protégeant de la colère ouvrière**

---

Le 7 septembre, c'est la troisième journée d'action (entre mars et novembre, il y en aura 11 !) organisée par les appareils syndicaux avec toujours le même scénario : dans plus de 200 villes, les travailleurs sont invités à tourner en rond à l'écart de l'Assemblée à majorité UMP qui « débat » de la réforme.

Quelques jours auparavant, le quotidien du capital, *Les Echos* (3/9) avait posé « la question de confiance » à Thibault : « *La mobilisation du 7 septembre contre les retraites se déroulera dans un climat politique très tendu. Va-t-elle se transformer en manifestation anti-Sarkozy ?* », le secrétaire général de la 1<sup>ère</sup> organisation ouvrière du pays avait répondu sèchement : « *Ce n'est ni le sujet, ni le message.* ». La suite montrera que Thibault et l'« Intersyndicale », avec l'ensemble des forces politiques qui les ont soutenus, ont tout à fait réussi à préserver le pouvoir.

Mais même dans ce cadre visant à les anesthésier, les travailleurs manifestent une très large aspiration à combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon et sa réforme. Le nombre de manifestants est imposant (les dirigeants syndicaux annonceront 2,5 millions de participants). On ne peut donc douter de la disponibilité du prolétariat au combat.

Le 8 septembre, « l'Intersyndicale » se réunit. Au bureau national de la FSU qui précède, le représentant du courant « Front Unique » avait présenté une motion pour que la direction de la FSU propose aux autres organisations syndicales, en particulier la CGT et FO, d'appeler ensemble à une manifestation centrale de tous les travailleurs à l'Assemblée nationale à Paris le 15, jour prévu du vote. Il sera le seul à la voter, tous les représentants des autres courants - y compris les représentants du NPA, du POI - s'y refuseront.

En décidant de la 5<sup>e</sup> journée d'action pour le 23 septembre, unanimement les dirigeants syndicaux (CGT, FSU, FO flanqués de la CFDT, de l'UNSA et de Solidaires) décident donc de laisser les députés voter la contre-réforme à l'Assemblée le 15 septembre. Sur la protection de l'Assemblée nationale, tous les dirigeants sont d'accord ! C'est un simulacre de manifestation qui est organisé à Paris le 15 sans appel à la grève. Les dirigeants y multiplient les suppliques aux députés UMP pour qu'ils ne votent pas, en appelant à leur « conscience ». Et après le vote, Thibault pourra déclarer avec le plus parfait cynisme : « *Ce vote n'a aucune importance.* »

---

### **Journées d'action décentralisées et appels aux « grèves reconductibles » : les travailleurs mis hors d'état de combattre le gouvernement**

---

Le gouvernement vient pourtant de remporter une victoire de première importance. Mais il se trouve que les travailleurs ne sont pas disposés encore à renoncer. Une fois, deux fois, cinq fois, autant de fois qu'ils sont convoqués, ils répondront en masse aux appels à manifester des dirigeants. Dans plusieurs centaines de lycées ; les lycéens entrent en grève exprimant ainsi leur haine de ce gouvernement Sarkozy-Fillon qu'ils partagent avec leurs parents travailleurs.

Mais les défilés nombreux sont en même temps parfaitement inoffensifs maintenus loin du siège du pouvoir ! « *Le gouvernement ne bougera pas* », peut déclarer le conseiller de Sarkozy, Soubie. Et pour ceux des travailleurs qui trouveraient le menu un peu fade ; les appareils – puissamment aidés de leurs petits soldats d'extrême gauche (NPA, LO, POI) - proposent un plat plus épicé : la panoplie complète des

« grèves reconductibles », « actions de blocage » diverses. « *N'importe où pourvu que ça bouge* » titre un bulletin SUD. N'importe où sauf là où ça se décide, au siège du pouvoir !

Et pour qu'aucune confusion ne soit possible, Thibault et Mailly précisent : les « actions reconductibles » ce n'est pas la grève générale. La grève générale est un mot d'ordre « *abscons* », déclare Thibault. « *Nous n'avons jamais appelé à la grève générale ; nous avons proposé une grève interprofessionnelle de 24 heures* », déclare Mailly.

Ainsi se constitue la tenaille dans laquelle est enfermé le prolétariat : au sommet, les dirigeants donnent quotidiennement toutes les garanties au pouvoir, avec lequel, déclare Woerth, « *les contacts sont quotidiens* » ; en bas, les représentants locaux des mêmes dirigeants organisent les « actions reconductibles » qui n'ont d'autre but que de faire porter aux

travailleurs qui n'en veulent pas la responsabilité de la défaite programmée.

Bien que la CGT et autres se soient permis le luxe de ne jamais appeler à la grève, dans quelques secteurs (raffineries, chez les conducteurs à la SNCF), l'appel « à la reconductible » est suivi. Mais là encore, c'est le même discours qui est tenu par les dirigeants (Le Reste à la SNCF, Foulard aux raffineries – l'homme qui a signé la fermeture de la raffinerie de Dunkerque, il

y a quelques mois -) : « *Nous ne sommes pas contre toute réforme mais pour une « réforme juste ». Sarkozy doit s'asseoir à la table de négociations* ». Aubin, responsable CGT, le rappelle le 22/10 : « *Pas question d'une manifestation nationale* ». Ainsi les travailleurs de ces secteurs, en l'absence de toute perspective centralisée de combat contre le gouvernement, sont conduits dans une impasse épouvantable.

---

### **« L'Intersyndicale » se prononce « pour le respect des biens et des personnes » : le feu vert est donné au gouvernement pour les réquisitions et la répression**

---

Le 21 octobre, « l'Intersyndicale » publie un communiqué qui est en réalité un message codé au gouvernement : « *L'ampleur des mobilisations confirme qu'au-delà de la réforme des retraites, l'emploi, les salaires, les conditions de travail mais aussi l'avenir des jeunes sont restés sans réponses efficaces notamment depuis l'aggravation des situations liée à la crise financière de 2008. Les organisations syndicales conviennent de travailler ensemble sur ces questions dans les semaines à venir afin d'interpeller le gouvernement et le patronat... c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites. Les organisations syndicales...veilleront au respect des biens et des personnes.* »

Se situant « au-delà de la réforme des retraites », elles indiquent que la réforme est passée. S'agissant des prochaines attaques du gouvernement, particulièrement contre la jeunesse, les appareils syndicaux indiquent au gouvernement la « méthode », celle d'une « véritable concertation en amont ». S'agissant des réquisitions et de la répression, le message est clair : les appareils « *veilleront au respect des biens et des personnes* ». La grève et l'occupation ne respectent pas les

« biens » des capitalistes. Le piquet de grève ne respecte pas les « personnes » des bandes patronales qui visent à la briser. Chérèque et avec lui Thibault, Groison (secrétaire générale de la FSU) indiquent sans fard au gouvernement : vous pouvez cogner. Ainsi, et pour la première fois depuis 1963, le gouvernement peut réquisitionner dans les raffineries, puis chez les éboueurs de Marseille. En 1963, en continuant la grève, malgré l'ordre de réquisition, les mineurs avaient mis en échec De Gaulle. En 2010, ce coup violent contre le droit de grève est porté avec la complicité totale des dirigeants syndicaux.

Quant à la répression, elle est massive en particulier contre la jeunesse lycéenne ; arrestations, peines de prison avec sursis. Puis, dans les lycées, les exclusions contre les lycéens grévistes. *L'Humanité* cite ce responsable départemental de la FSU : « *La proviseure a décidé de se faire justice elle-même, dénonce Éric Sueur, le secrétaire départemental de la FSU. On ne dit pas qu'il est bien de bloquer les établissements, mais s'il doit y avoir des sanctions, elles doivent être transparentes et pédagogiques* ». L'appareil de la FSU est pour « *des sanctions pédagogiques* » : répugnant !

---

### **Le gouvernement Sarkozy-Fillon II, gouvernement de guerre totale contre le prolétariat**

---

Le 13 octobre, totalement rassuré sur l'issue de la contre-réforme des retraites, Sarkozy annonce une nouvelle offensive : loi dépendance (ouvrant un champ immense de profits aux assurances privées sur le dos des personnes âgées) après six mois de concertation, nouveaux allègements fiscaux pour les riches (suppression de l'ISF), « emploi des jeunes » (généralisation de la surexploitation via l'alternance notamment). D'ores et déjà, la machine à voter UMP s'est remise en route : budget de 30000 suppressions de postes dans la Fonction publique, loi de financement de la Sécurité sociale avec entre autres, la barbare suppression de l'Aide médicale d'Etat pour les immigrés sans papiers et sans ressources condamnés à mourir à la porte de l'Hôpital.

La même mécanique qui a assuré la victoire du gouvernement sur les retraites est en route. La composition du gouvernement l'indique : Fillon associé à toutes les contre-réformes de la dernière décennie, Juppé – on se rappelle 1995 -, Hortefeux, condamné pour propos racistes, Bertrand, l'homme de la liquidation des régimes spéciaux, Bachelot qui a fait adopter la loi Hôpitaux Patients Santé Territoire : un gouvernement du vieux noyau RPR, trempé par des années de combat anti-ouvrier qui doit partir à l'assaut des conquêtes ouvrières.

Mais il a encore besoin de la collaboration des dirigeants syndicaux. Le 26 octobre, Chérèque « propose » le dialogue social sur l'emploi des jeunes. Thibault et Mailly obtiennent, au prix de réserves de pure forme. Parisot (MEDEF) applaudit.

---

### **Préparer les combats à venir, c'est combattre immédiatement pour que les dirigeants rompent le dialogue social avec le gouvernement**

---

C'est pour avoir négligé l'aide inestimable du « dialogue social » que le gouvernement de la bourgeoisie a subi sa seule défaite dans la dernière décennie avec le retrait du CPE.

C'est encore par le dialogue social que le gouvernement entend faire passer la future « loi dépendance », les mesures de surexploitation de la jeunesse au nom de « l'emploi des jeunes » entre autres. Le premier combat à mener est donc celui visant

à imposer aux dirigeants des organisations ouvrières en premier lieu des syndicats de rompre le dialogue social : aucune participation à la concertation sur la dépendance ! Aucune participation à la concertation sur « l'emploi des jeunes » ; aucune concertation sur les contre-réformes de l'enseignement prévues (statut de directeur d'école, réforme du collège etc.).

---

## Désarroi politique

---

Confrontés au projet de contre-réforme, les masses laborieuses n'ont jamais été en situation de remettre en cause la politique imposée par les appareils contre-révolutionnaires. On doit le constater : c'est le prix du désarroi politique provoqué par l'accumulation des défaites auxquelles conduisent ces appareils

qui conjuguent leurs efforts à ceux du PS, du PCF, du PG..., nourri par le sentiment – fondé – de l'immensité de la crise du capitalisme. Et, en arrière-fond, le désastre économique et politique révélé par la restauration du capitalisme dans l'ex-Urss et dans les autres pays.

---

### Les nouveaux développements de la crise du capitalisme portent en eux la remise en cause brutale des conditions de vie des masses

---

Le combat du prolétariat est pourtant d'autant plus inévitable que s'accumulent les ingrédients pour un nouveau développement en forme de cataclysme de la crise du capitalisme. C'est le gouverneur de la banque d'Angleterre qui le dit : Nous sommes sous la menace « *d'un effondrement catastrophique de l'activité mondiale comme dans les années 30* »

La décision de la FED d'injecter 600 milliards dans l'économie américaine en faisant tourner la planche à billets ne redressera pas l'économie US. Mais en affaiblissant le dollar, elle rendra plus aigüe la crise en Europe, au Japon, etc. en renchérissant le prix des produits à l'exportation. Elle conduit déjà à une flambée spéculative sur les matières premières, en particulier alimentaires, précipitant dans la famine des millions d'hommes.

En Europe, et plus encore qu'ailleurs, en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Grande-Bretagne, les masses sont saignées à blanc par les gouvernements au nom de la lutte contre les déficits provoqués par le renflouement des banques. Cela ne suffit pourtant encore pas. Il ne doit pas rester pierre sur pierre des acquis ouvriers : c'est ce dont témoigne le projet en Grèce de donner au patronat le droit de dénoncer, à tout moment, une convention de branche s'ils la jugent trop contraignante. Ce sont pourtant les mêmes banques qui encaissent les taux usuraires des obligations émises par les gouvernements. Mais tous les

gouvernements d'Europe redoutent le cataclysme que serait la déclaration de cessation de paiement d'un seul de ces pays, que nul ne peut exclure.

Quant à la Chine, sa croissance a été dopée par un énorme plan de relance. Mais aujourd'hui, les masses énormes de liquidités ainsi jetées dans l'économie alimentent une spéculation galopante qui s'est étendue de l'immobilier aux produits alimentaires, menaçant immédiatement les conditions de survie des masses.

Que, quelques jours après la décision de la FED, véritable guerre économique déclarée par l'impérialisme US à ses rivaux, le G 20 disserte sur les « règles de bonne conduite » à adopter pour éviter la guerre des monnaies et la guerre commerciale, le retour au protectionnisme, pourrait prêter à rire si les prolétariats n'étaient les victimes tout désignées de cette crise.

En France, se préparent des milliers de licenciements en particulier dans l'automobile. Les prix de l'alimentation, de l'électricité vont flamber. En même temps, les mesures prises lors du premier épisode de la crise (indemnisation du chômage partiel, « emplois aidés », etc.), toutes mesures réactionnaires mais qui permettaient à la frange la plus démunie du prolétariat de survivre, sont elles-mêmes abandonnées, jugées encore trop coûteuses pour le capital financier.

---

## Combattre pour le socialisme

---

C'est contre la réduction à la déchéance et à la misère que le prolétariat engagera le combat. La lutte des étudiants anglais contre le triplement de leur droit d'inscription envahissant massivement les locaux du Parti conservateur donne un faible avant-goût des affrontements qui auront lieu. La condamnation de leur action par les bureaucrates syndicaux d'Angleterre, les Thibault, Mailly, Groison locaux, indiquent à quels obstacles le prolétariat se heurtera.

Que les conditions d'existence (chômage, précarité, vie chère, droit à la santé, accès aux études,...) s'aggravent brutalement, et le prolétariat et la jeunesse trouveront empiriquement les moyens de combattre les responsables des maux qui les accablent : les banques (« les banksters »), les groupes capitalistes, le gouvernement et l'Etat bourgeois. En un mot : le régime capitaliste.

Dans leur lutte pour leurs revendications et pour en finir avec Sarkozy, ils chercheront à utiliser les organisations ouvrières. Il leur faudra exiger que celles-ci rompent avec la bourgeoisie et ses partis et réalisent le front unique. Et, à chaque étape de leurs luttes, il leur faudra écarter, submerger les obstacles que constituent les « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ». Pour

résoudre cette contradiction, surgiront les formes autonomes de luttes adaptées.

On ne peut pas prévoir les moments successifs de la lutte de classe, mais il est une certitude : le capitalisme ne peut pas supporter la satisfaction des revendications de la population laborieuse. Pour ne pas être réduit à la déchéance et à la misère, le prolétariat doit prendre le pouvoir et, immédiatement : exproprier les banques, étatiser le système de crédit, ainsi que les grands groupes capitalistes industriels, de l'énergie, du transport et du commerce ; établir et mettre en œuvre un plan de production pour satisfaire les besoins des masses.

En prenant le pouvoir, le prolétariat – cela vaut pour le prolétariat de tout pays européen – inscrira son action comme une étape dans le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Et aussi cette leçon tirée de toute l'histoire du mouvement ouvrier international : pour aboutir, la classe ouvrière a besoin d'une direction révolutionnaire. C'est le sens de l'activité des militants du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Nous vous invitons à vous associer à ce combat.